

réduire les grotesques distorsions commerciales qui ont des conséquences si fâcheuses pour les consommateurs et les producteurs du monde entier. Ce point est essentiel pour des pays en développement tels que l'Argentine, dont les recettes d'exportation ont subi les effets dévastateurs de la guerre des subventions. De nombreux autres exemples pourraient être cités.

Mais je voudrais insister surtout sur les aspects systémiques clés de la Ronde. Dans la Déclaration de Punta del Este, ils sont désignés sous le nom de "fonctionnement du système du GATT" (en anglais, Functioning of the GATT System; c'était inévitable, le groupe de négociation est appelé FOGS, acronyme peu attrayant et, on l'espère, inapproprié). Si le système du GATT n'est pas fondamentalement renforcé, il est très probable qu'à long terme il continuera à s'effriter et que les acquis de la Ronde Uruguay en matière de libéralisation et de croissance se révéleront provisoires. Le problème des biens publics internationaux tient donc à l'absence de réciprocité. Ou ces biens publics seront offerts par les gouvernements collaborant activement, ou ils ne le seront pas du tout. De fait, cet aspect de la Ronde Uruguay permet de mettre à l'épreuve dans des conditions réelles l'hypothèse, aujourd'hui couramment avancée, selon laquelle les biens publics internationaux feront défaut à un monde sans chef de file incontesté.